



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 14 juillet 2009

CONTENU

Politique commerciale américaine

L'OMC et la récession mondiale : Lamy anticipe plus de restrictions au commerce.....	1
Kirk : à quoi bon l'USTR?	2

Relations commerciales

Catherine Ashton en visite à Washington : un espoir pour le commerce entre les États-Unis et l'UE?.....	3
---	---

Études économiques et articles connexes.....	5
--	---

Politique commerciale

L'OMC et la récession mondiale : Lamy anticipe plus de restrictions au commerce

Depuis quelques mois, les membres de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) n'ont cessé de plaider contre l'imposition de barrières tarifaires et non-tarifaires à l'entrée de façon à ne pas nuire à la fluidité du commerce. Cependant, selon le Directeur général de l'OMC, Pascal Lamy, la récession mondiale augmente les chances que les pays membres, peu importe leur stade de développement, mettent en œuvre des stratégies d'ordre économique comme l'*antidumping* pour contrecarrer les effets de renversement de la crise.

Selon le dernier rapport de l'OMC sur les « restrictions » au commerce, qui devrait être distribué lors de la prochaine rencontre de l'organe de la *Trade Policy Review*, deux raisons expliquent cette tendance à la hausse des barrières à l'entrée. Premièrement, il y a une corrélation entre les changements dans les indicateurs macroéconomiques (comme la croissance du PIB) et les investigations faites sur les cas potentiels d'*antidumping*. Deuxièmement, le rapport estime qu'il y aura de plus en plus de cas d'*antidumping* du fait qu'un nombre croissant de pays membres ont maintenant des législations à ce niveau. En 1995, 69 membres avaient de telles législations. En 2008, c'est plus de 96. D'ailleurs, l'OMC a noté que 45 pays ont eu recours à des mesures *antidumping* l'année dernière comparativement à 32 en 1995. Le rapport montre également que lors des récessions précédentes, le secteur ayant connu une augmentation disproportionnée de cas d'*antidumping* fut celui de l'acier. Ainsi, à l'aube de la crise mondiale, nous pouvons nous attendre à ce que les cas d'*antidumping* augmentent de plus belle dans ce secteur. Le rapport note aussi que le nombre ainsi que l'homogénéité des pays ayant principalement recours à des mesures *antidumping* ont changé au cours des quinze dernières années. Depuis 1995, ce sont les pays en voie de développement qui ont le plus souvent recours à l'*antidumping*, ne serait-ce que pour pallier l'asymétrie commerciale avec les pays riches. De nos jours, cependant, les pays développés ont pris le dessus en raison



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 14 juillet 2009

d'une baisse de leurs exportations. Plus précisément, de mars à juin 2009, le rapport montre que ces pays ont eu recours à des mesures commerciales « restrictives » à 83 reprises, soit deux fois plus que des mesures commerciales dites « promotionnelles ». Cela va donc à l'encontre du plaidoyer du G-20.

Par ailleurs, selon le rapport, toutes ces « restrictions » au commerce ont affecté plusieurs secteurs : agricole, métallurgique, automobile, des produits chimiques et plastiques ainsi que le secteur du textile. Aussi, le secteur de l'énergie a été particulièrement touché, notamment en ce qui a trait aux services énergétiques. Quant aux effets de l'épidémie de la grippe H1N1 sur le commerce de produits alimentaires, le rapport note que 39 pays ont banni l'importation de porcs ou de produits dérivés du porc pendant de longues périodes.

Enfin, ce nouveau rapport ne semble pas faire de distinction entre les « remèdes » commerciaux prescrits par les gouvernements et les barrières à l'entrée. Ceci en a irrité plus d'un au Congrès, dont le chef de la majorité au Sénat, Harry Reid, qui, le 2 avril dernier, a fortement critiqué la méthodologie de Pascal Lamy. Pour Reid, l'engagement des pays du G-20 face à l'augmentation des barrières ne devrait pas être interprété comme un engagement contre les « remèdes » commerciaux — des actions gouvernementales jugées légitimes.

Sources : Éditorial, « WTO Report on Trade Restrictions Suggests AD Cases Might Rise », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 27 - July 10, 2009, p.16-17. Éditorial, « G8, Key Trading Partners Pledge to Seek Doha Round Deal By 2010 », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 27 - July 10, 2009, p.24-25.

Kirk: à quoi bon l'USTR?

Lors d'une rencontre le 8 juillet dernier avec des représentants démocrates de la chambre basse du Congrès, le Représentant américain pour le commerce (USTR), Ron Kirk, a déclaré que le passage des accords de libre-échange négociés par l'Administration Bush avec le Panama, la Colombie et la Corée du Sud constituait

« Et bien, si nous ne votons pas d'accords commerciaux, quel est le but d'avoir un Représentant américain pour le commerce? Tant qu'à faire, je pourrais faire mes bagages et repartir pour Dallas. » *Ron Kirk, USTR, 8 juillet 2009*

une de ses priorités. Selon Kirk, son travail consiste à faire voter et entériner ces accords. Suite à la rencontre, le Représentant américain pour le commerce a déclaré que ces accords seront bel et bien portés devant le Congrès une fois qu'ils auront satisfait les critères du Président Obama, à savoir des accords qui reflètent les valeurs américaines en matière de normes du travail et d'environnement. De plus,

pour être entérinés, ces accords doivent contribuer à remettre l'Amérique sur ces



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 14 juillet 2009

pièdes socialement et économiquement. Kirk n'a toutefois pas donné de précisions quant à la date à laquelle ces accords seront portés devant le Congrès pour être votés.

Les huit membres du Congrès à avoir rencontré Kirk étaient tous démocrates : le président du *House Trade Working Group*, Mike Michaud, Louise Slaughter, Peter DeFazio, Bruce Braley, Michael Arcuri, Phil Hare, Betty Sutton et Marcy Kaptur. Ces derniers ont voulu faire pression sur Kirk pour qu'il renégocie littéralement les accords en question en fonction de la législation H.R. 3012 — *Trade Reform, Accountability, Development and Employment (TRADE) Act*. Cette législation, qui demande la révision des accords de libre-échange en vigueur et leur possible renégociation s'ils ne satisfont pas à certains critères d'investissement et d'achat gouvernemental, est d'une importance cruciale pour la nouvelle politique commerciale américaine dont les contours se dessinent toujours. Kirk s'en est tenu à souligner que l'Administration Obama n'avait pas encore pris de décision sur la question de la renégociation. Sur ce point, Louise Slaughter a déclaré que la Maison Blanche doit « renégocier les accords sur de nouveaux termes commerciaux et résister à la tentation d'envoyer au Congrès les restants de l'Administration Bush. » Slaughter a ajouté que ces « restants » de l'administration précédente sont « néfastes pour l'environnement, contreviennent aux droits du travail et nuisent aux entreprises ainsi qu'aux emplois américains. » Pour sa part, Mike Michaud a tenu à souligner l'importance de l'enjeu de la manipulation de la devise chinoise en tant que pratique commerciale déloyale. Michaud a également exprimé son désaccord face au récent rapport du Trésor américain, qui malgré des preuves abondantes, a choisi de ne pas qualifier la Chine de « manipulateur » de devise.

Sources : Brian Scheid, « Kirk Signals Passage of Three Pending FTAs as His Top Priority », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 27 - July 10, 2009, p. 1-2. Congressman Mike Michaud, « Michaud Meets with USTR on Trade Agenda », *News Room*, Wednesday, July 08 2009. [En ligne]: http://www.michaud.house.gov/index.php?option=com_content&task=view&id=725&Itemid=76.

Relations commerciales

Catherine Ashton en visite à Washington : un espoir pour le commerce entre les États-Unis et l'UE?

La Commissaire européenne pour le commerce, Catherine Ashton, rencontrera cette semaine le Représentant américain pour le commerce (USTR), Ron Kirk. L'objectif de la rencontre est de trouver des solutions aux disputes



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 14 juillet 2009

commerciales en cours entre les États-Unis et l'Union européenne (UE). Il s'agit d'une visite de deux jours et, en plus de rencontrer Ron Kirk, Catherine Ashton rencontrera d'importants membres Congrès. À cet égard, un des mandats d'Ashton sera d'exprimer l'opposition de l'UE envers les dispositions *Buy American* contenues dans plusieurs législations du plan de relance économique des États-Unis entérinées entre mars et mai 2008, spécialement le *Water Quality Investment Act of 2009* ainsi que le *21st Century Green High-Performing Public School Facilities Act of 2009*. Plus précisément, Ashton rencontrera le président du Comité judiciaire de la chambre basse, John Conyers ainsi que le président du Comité judiciaire du Sénat, Patrick Leahy. Ashton rencontrera également le leader de la majorité à la chambre basse, Steny Hoyer, le représentant Joseph Crowley du Comité des Voies et Moyens ainsi que le président du Comité des Finances (qui examine les dépenses) de la chambre basse, David Obey. Enfin, Ashton ne rencontrera pas le Secrétaire au Commerce, Gary Locke ni le conseiller adjoint pour la sécurité nationale, Mike Froman.

Kirk et Ashton se sont déjà rencontrés en juin dernier à Paris en marge du congrès de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), où ils ont affirmé leur volonté de régler plusieurs disputes commerciales. Du côté américain, cependant, cet engagement relève plutôt de la rhétorique, alors que du côté européen il relève du concret. Selon l'éditorial du *Inside US Trade*, à court terme, Ashton s'attardera à de « petits » enjeux comme le litige entourant les hormones de croissance injectées dans la viande bovine ou la dispute entre Bacardi USA et Pernod Ricard pour les droits sur la marque Havana Club avant de passer aux enjeux plus sérieux.

Parmi ces enjeux sérieux figure la dispute entourant les subventions gouvernementales aux sociétés Boeing (États-Unis) et Airbus (UE) du secteur de l'aviation civile (particulièrement les longs courriers). Cependant, trouver des solutions à cette dispute demeure une entreprise des plus complexes en raison du manque de consensus entre les parties impliquées. Du côté européen, l'Allemagne, la France, l'Espagne et le Royaume-Uni (les quatre pays soutenant financièrement Airbus) n'ont pas encore conclu d'accord avec la Commission européenne et le groupe industriel européen *Aeronautic Defence and Space Company* (EADS) sur les modalités d'un éventuel règlement du différend avec les États-Unis. Du côté américain, il semble ne pas y avoir trop d'intérêt à trouver un règlement en raison d'une conviction que le panel formé par l'OMC pour traiter de l'affaire Boeing-Airbus tranchera infailliblement en faveur des États-Unis en août prochain. Un autre enjeu sérieux est celui des importations d'organismes génétiquement modifiés en provenance des États-Unis. À cet égard, en dépit de sa volonté affichée, la Commissaire Ashton aura du mal à explorer différentes solutions, puisque le dossier des organismes génétiquement modifiés ne relève pas de sa compétence, mais bien de celle du Conseil d'administration européen pour l'environnement ainsi que du Conseil d'administration européen pour la santé et la consommation. Somme toute,



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 14 juillet 2009

sans juger de ce qu'il adviendra du séjour de la Commissaire Ashton à Washington, cette rencontre marquera peut-être le début d'un rapprochement entre l'UE et les États-Unis après des mois de conflits et de tergiversations. À suivre, donc...

Source : Éditorial, « EU Trade Commissioner to Review Bilateral Trade Disputes with Kirk », *Inside US Trade*, Vol. 27, No. 27 - July 10, 2009, p. 9-11.

Études économiques et articles connexes

Brookings Institution, *The Budget, the Deficit, the Future*, Washington, D.C.: Brookings Institution, Conference (transcript), Wednesday, July 08, 2009, 86p. [En ligne]: http://www.brookings.edu/~media/Files/events/2009/0708_fiscal_policy/20090708_budget_deficit.pdf

Bureau of Economic Analysis, *U.S. Net International Investment Position at Yearend 2008*, Washington D.C.: U.S. Department of Commerce, 2009. [En ligne]: <http://www.bea.gov/newsreleases/international/intinv/2009/intinv08.htm>

Daniel H. Rosen, Thilo Hanemann, *China's Changing Outbound Foreign Direct Investment Profile: Drivers and Policy Implications*, Washington D.C.: Peterson Institution, Policy Brief PB09-14, 2009, 21p. [En ligne]: <http://www.iie.com/publications/pb/pb09-14.pdf>

William G. Gale, Alan J. Auerbach, « Here Comes the Next Fiscal Crisis », *Los Angeles Times*, July 08, 2009. [En ligne]: http://www.brookings.edu/opinions/2009/0708_fiscal_crisis_gale.aspx

Robert Dujarric, Andrei Hagiu, *Capitalizing on Innovation: The Case of Japan*, Cambridge: Harvard Business School, Working Paper 09-114, 2009, 39p. [En ligne]: <http://www.hbs.edu/research/pdf/09-114.pdf>

Chronique commerciale américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études sur l'intégration et la mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et Rédaction : Guillaume Mascotto

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca

